

**Arrêté n° 268-DDPP-25 portant modification des conditions de remise en état  
Société BOUYER LEROUX à SURY LE COMTAL**

**La préfète de la Loire**

**Vu** les Titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre Ier du Code de l'Environnement et notamment les articles L.181-14, L.181-15 et R.181-46 ;

**Vu** le décret du 31 juillet 2025 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°458/DDPP/13 du 20 décembre 2013, autorisant la société BOUYER LEROUX (ex-IMERYS TC) à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SURY-LE-COMTAL aux lieux-dits « L'Horme » et « Les Appens » pour une superficie totale de 171 608 m<sup>2</sup> ;

**Vu** la demande transmise le 2 mai 2023 par la société BOUYER LEROUX sise à 6 L'Etablère – 49280 La Séguinière, sollicitant l'autorisation de modifier les conditions de remise en état de la carrière susvisée ;

**Vu** le dossier complété déposé le 13 mars 2024 par la société BOUYER LEROUX sise à 6 L'Etablère – 49280 La Séguinière ;

**Vu** le rapport et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes en date du 8 août 2025 ;

**Vu** le courriel du 25 août 2025 en réponse au projet d'arrêté transmis par lettre recommandée ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sont jugées non substantielles du fait :

- qu'elles ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement,
- qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients nouveaux ou significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'encadrer la finalisation de la remise en état de la partie « Les Appens » dans le cas où le projet d'installation de stockage de déchets inertes n'aboutirait pas ;

**Sur proposition** du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société BOUYER LEROUX, dont le siège social est situé à 6 L'Etablère – 49280 La Séguinière est autorisée à réaménager son site situé sur le territoire de la commune de Sury-le-Comtal aux lieux-dits « L'Horme » et « Les Appens » dans les conditions définies dans son dossier déposé le 2 mai 2023, complété le 13 mars 2024.

### **Article 2**

Dans le cas où la procédure d'autorisation du projet d'installation de stockage de déchets inertes n'aboutirait pas, l'exploitant est tenu de finaliser le réaménagement de la partie « Les Appens » ainsi qu'il suit :

- démantèlement des merlons périphériques,
- remblayage partiel avec aménagement en pente douce des bords du plan d'eau,
- plantation d'une haie conformément au plan de remise en état joint à la demande initiale du 2/11/2011 complétée le 17/10/2012,
- ensemencement des zones situées autour du plan d'eau.

### **Article 3 Publicité**

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sury le Comtal et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Sury le Comtal pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Sury le Comtal fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 Délais et voies de recours (Art.514-6 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° par la société Bouyer Leroux dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Me. la préfète de la Loire - Direction départementale de la Protection des Populations - 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Étienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

### **Article 5 Exécution**

Le sous-préfet de Montbrison, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Sury le Comtal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 30 octobre 2025

Pour la Préfète  
et par subdélégation  
La directrice départementale adjointe  
de la protection des populations  
Patricia ROOSE

#### **Copie :**

- Société Bouyer Leroux
- Dreal Uid42
- Mairie de Sury le Comtal
- Archives
- Chrono

